

**ANNEXE N°1 A L’ACTE D’ENGAGEMENT**

**ENGAGEMENT D’INSERTION**

Je soussigné(e),

Nom du signataire : Prénom : Qualité :

Déclare avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et notamment des dispositions relatives à l’action d’insertion en faveur des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières prévues sur ce marché.

M’engage, si je suis déclaré attributaire du marché, d’un ou plusieurs lots, comportant une obligation d’insertion, à :

- Réserver, dans l’exécution du marché concerné, un nombre d’heures d’insertion, sur la durée du chantier, au moins égal à celui indiqué dans la présente annexe en conformité avec les exigences du CCAP,

-S’engage à désigner un ou des tuteur(s) pilote(s) pour encadrer les agents en insertion.

- S’engage à remettre lors de chaque réunion de chantier tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l’action et toutes les informations utiles à l’appréciation de la réalisation de l’action d’insertion.

Contact : **Pascale BEZARES**

Assistante de projets - Facilitatrice des Clauses Sociales d'Insertion dans les Marchés Publics

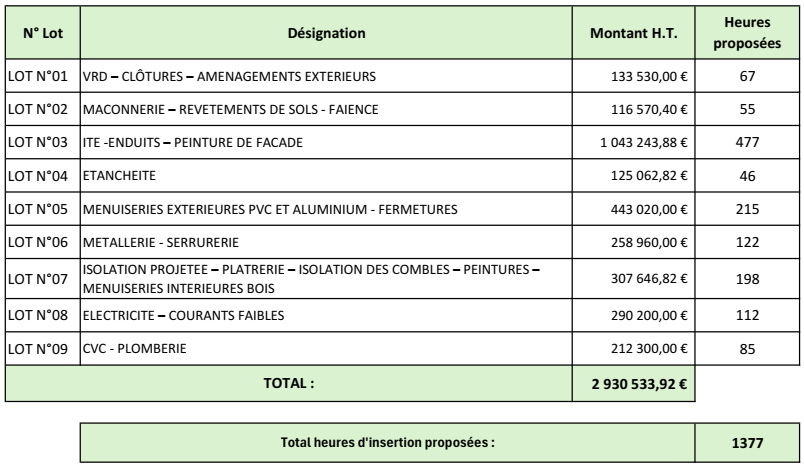
Maison de l'Emploi PM / PLIE PM

Portable : 07 56 43 72 27

Adresse de correspondance : 237 Place de la Liberté - 83000 Toulon

- Déclare avoir pris connaissance que l’entreprise est pleinement responsable de l’ensemble de son marché et de l’application effective des clauses d’insertion prévues au marché.

Le titulaire s’engage à réserver une part des emplois à du personnel en insertion à hauteur de :



NB : Le nombre d’heures de formation éventuellement réalisée par la personne en parcours d’insertion est pris en compte, au prorata de sa présence affectée aux prestations du marché.

Le titulaire pourra adapter les modalités de mise en œuvre des clauses sociales durant le marché.

En cas de groupement d’entreprises, la répartition des heures entre les cotraitants devra alors être déterminée.

A défaut d’avoir pu trouver des candidats correspondant aux catégories susvisées, après une recherche active dont vous devrez être en mesure de présenter les justificatifs, votre société pourra librement recruter, notamment en faisant appel à une entreprise de travail temporaire classique ou en s’appuyant sur les services de Pôle Emploi.

**Dans le cadre de ce dispositif et conformément à l’article 20.1.4.2 du CCAG-Travaux, l’entreprise désigne un correspondant pour le facilitateur, en charge du suivi de la clause sociale de ce marché :**

Nom : ……………………………

Prénom : …………………………

Fonction : ………………………..

Tel :……………Mail :…………….

Pour le titulaire

(Signature et cachet)

N-B : Le suivi du chantier

La réalisation effective des heures d’insertion devra être justifiée, pour cela vous devrez communiquer régulièrement :

• les relevés d’heures d’insertion réalisées,

• les justificatifs (factures des prestataires d’intérim, Cv pour valider le profil insertion, copie du contrat de travail...), ainsi qu’une attestation finale en fin de chantier.

Attention, des pénalités par heure d’insertion non réalisée sont prévues au CCAP.

**Pour vous aider dans vos démarches**

Les clauses d’insertion sont réservées à des publics relevant de l’Insertion par l’Activité Économique. Ces publics peuvent être :

• des demandeurs d’emploi inscrits depuis plus d’un an à Pôle Emploi,

• des allocataires du RSA et de l’Allocation de Solidarité Spécifique,

• les travailleurs handicapés relevant du milieu ordinaire de travail,

• les jeunes de moins de moins de 26 ans sans qualification et/ou sans expériences,

• Les Séniors et les personnes en difficulté sur avis motivé de Pôle Emploi, de la mission locale ou de la MDPH.

**Les différentes possibilités :**

**A. Embaucher en direct**

Peu importe la nature des embauches (CDD à durée de chantier, CDI, contrats en alternance, contrat de professionnalisation, etc.) ou l’employeur (l’entreprise titulaire ou un sous-traitant) tant que les personnels sont dédiés au chantier.

Attention, il vous faudra justifier que la personne embauchée relève des critères de l’insertion: pensez à faire valider le profil de la personne auprès de Pôle Emploi avant le recrutement.

**B. Recourir à une Entreprise de Travail Temporaire d’Insertion (ETTI)**

Les Entreprises d’Intérim d’Insertion sont des agences d’intérim classiques dont le public est en insertion professionnelle. Celui-ci bénéficie également d’un accompagnement social. Les ETTI ne sont pas sectorisées. Les entreprises intérimaires classiques peuvent aussi être sollicitées, si elles mettent à disposition des personnes qui entrent dans le champ de l’insertion (profil à faire valider auprès du facilitateur, chargé de Mission Insertion).

**C. Passer par un GEIQ**

Les Groupements d’Employeurs pour l’Insertion et la Qualification (GEIQ) emploient des publics en insertion, puis les mettent à disposition des entreprises adhérentes par le biais d’un contrat de professionnalisation (alternance de temps de formation et de production). Ils sont sectorisés.

**D. Recourir à des Entreprises d’Insertion**

Les Entreprises d’Insertion sont des entreprises classiques selon les conditions du marché et avec le même régime fiscal mais avec une finalité sociale : elles sont agréées par l’État pour embaucher et accompagner des publics éloignés de l’emploi.

Les champs d’activité des entreprises d’insertion sont variés mais concernent le plus souvent le second œuvre et l’entretien ménager.

Vous pouvez :

• sous-traiter une partie d’un marché ou d’un lot à une entreprise d’insertion,

• co-traiter avec une entreprise d’insertion en répondant conjointement à l’avis d’appel public à la concurrence.

**E. Recourir à une Association Intermédiaire (AI)**

Les Associations Intermédiaires mettent des publics en insertion à disposition des entreprises. L’AI reste l’employeur et assure la gestion des fiches de paie. On peut comparer les AI à des agences d’intérim mais elles assurent un suivi social renforcé des personnels, sur un territoire d’agrément déterminé.